



MOSCOU

ORGANE DU 3. CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 10. Samedi 4 Juin 1921

Direction: Dénéjny 5, ch. 18.
de 3 à 5 sans les dimanches et fêtes
tél. 77 77 et Kremlin 151

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaïa 48
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

La grève en Norvège.

Quand l'offensive entreprise par la classe capitaliste dans l'Europe Occidentale atteignit la péninsule Scandinave, les syndicats danois, suédois et norvégiens s'entendirent pour ne faire aucune concession aux employeurs tant que les salaires ne seront pas augmentés. Les syndicats danois et suédois, dont les dirigeants appartenaient à l'extrême-droite du socialisme, violèrent cette convention et acceptèrent une réduction de salaires de 25 à 30% et cela sans qu'aucune diminution du prix de la vie ait été enregistrée. La situation des syndicats norvégiens était devenue très pénible. Il n'en résolut pas moins de livrer le combat. Les armateurs, qui sont les plus riches d'entre les capitalistes norvégiens, tentèrent de réduire de 20 à 0%, les salaires des matelots. Le Comité Central des Syndicats exigea la conservation des anciens tarifs. Le Gouvernement offrit une médiation, mais en vain. Au commencement du mois de mai, les matelots se mirent en grève. En même temps 120.000 ouvriers déclarèrent qu'ils prendraient congé le 26 mai. C'est là la plus grande grève qui ait eu lieu en Norvège. Tous les ouvriers organisés, à l'exception des cheminots, des coiffeurs et des musiciens, participaient au mouvement. Les cercles communistes critiquèrent sévèrement les leaders des syndicats pour avoir prévenu les employeurs deux semaines avant la grève, disant qu'ainsi le Gouvernement aurait le temps de se préparer à la répression du mouvement. Nos camarades des syndicats répondirent à cette critique qu'ils étaient obligés de déclarer la grève dans les cadres légaux pour ne pas affronter le risque de voir l'élan du prolétariat brisé dès le début de la grève. Ils escomptaient que le caractère révolutionnaire de la grève deviendrait plus ou moins clair pour les travailleurs quand la grève se prolongerait et ne voulaient pas faire artificiellement de cette grève une offensive tant qu'il ne serait pas évident pour les ouvriers eux-mêmes qu'elle en avait pris le caractère. Nous venons de lire dans "Moscou" qu'un grand nombre de "renards" briseurs de grève se sont trouvés à la disposition des employeurs et que, en conséquence, la grève s'est terminée par une défaite des travailleurs. Nous avons peine à croire qu'il en soit ainsi. Mais si même c'était le cas, il est certain que des discussions animées ne manqueront pas de se produire dans les syndicats et il n'y a pas de doute que les communistes et les chefs des syndicats sauront rétablir la situation à leur avantage.

OLAV SCHEFFLO

L'ORGANISATION DE L'ECONOMIE RURALE.

Dans la politique économique de la Russie Soviétique au cours de l'année qui vient, il faut donner la place la plus large à l'organisation et au développement de l'économie rurale.

Bien que le sol de la Russie soit composé dans un grand nombre de provinces de matières excellentes, la récolte d'avant-guerre ne donnait par hectare qu'une moyenne extrêmement modeste équivalant au tiers à peu près des récoltes allemande ou anglaise. Et le fait que, malgré cela, la Russie était en mesure d'exporter des quantités énormes de céréales ne peut être expliqué que par la sous-alimentation chronique de la population paysanne. Depuis la révolution, la consommation moyenne de la population paysanne dans les principales provinces productrices russes s'est élevée par an et par personne d'environ 17 kilogrammes par rapport à ce qu'elle était auparavant. La guerre mondiale, et la guerre civile qui vint après, réduisirent naturellement l'économie rurale à un état des plus lamentables. Les machines et les outils agricoles dont la plupart étaient importés de l'étranger ne peuvent plus être remplacés après usure. Le cheptel a beaucoup souffert des deux guerres. Avec tout cela, on s'en tenait à des méthodes de culture primitives et la récolte moyenne ne pouvait pas ne pas diminuer. Cela, et la diminution de la superficie des terrains cultivés, qui se fit sentir dès 1916,

comme aussi l'augmentation de la consommation de la population paysanne, eut pour effet que malgré la réduction de l'exportation les cités russes eurent souvent à souffrir depuis la dictature prolétarienne d'un manque de vivres.

Dans les années précédentes, lorsque à la suite de l'état de guerre les produits de l'économie rurale furent monopolisés par l'Etat, le problème essentiel consistait à emmagasiner les vivres dans les villages et à les transporter dans les centres industriels. A l'heure actuelle la nationalisation est levée et le centre de gravité de la question doit être transporté sur la production: il faut avant tout s'efforcer d'augmenter la superficie des terrains cultivés et la production du sol.

L'augmentation de la surface cultivée est entreprise au moyen d'un plan de culture, qui vient d'être élaboré et qui sera appliqué dès cette année. Ce plan consiste à fixer pour chaque province, pour chaque district, pour chaque village, la quantité et l'espèce des cultures qui doivent y être entreprises. De nouveaux organes ont été créés: les Comités d'Ensemencement, qui existent à présent dans chaque village de Russie. Ils se composent de trois à sept paysans parmi les plus avisés et qui s'y connaissent le mieux à la culture; ils reçoivent du Conseil de district le plan d'ensemencement des terres appartenant à leur village et ils veillent à ce que ce plan soit réalisé. L'Etat les aide en ceci en leur envoyant, quand besoin s'en fait sentir, semences et outils agricoles. Ces comités d'ensemencement travaillent non pas seulement dans chaque village, mais dans chaque canton, dans chaque district, dans chaque province.

Les comités, n'ont pas pour but uniquement l'augmentation de la surface cultivée; ils se proposent aussi un relèvement de l'économie rurale. Le problème se pose ainsi comment peut-on amener le paysan à ce qu'avec le même outillage, mais avec une méthode de travail plus rationnelle il arrive à produire plus qu'il ne produisait jusqu'ici? (Jusqu'à nouvel ordre il ne faut pas songer à remplacer sur une grande échelle l'ancien outillage par un outillage meilleur). Cette amélioration est très faisable en Russie où le rendement du sol n'est si faible qu'à cause de l'ignorance et du conservatisme des paysans. Il va de soi que des moyens dictatoriaux ne peuvent pas être mis en action à cet effet. Les paysans doivent être amenés de leur propre mouvement à une nouvelle méthode de travail, et sans doute cela ne peut être atteint que graduellement. Le premier pas à faire, c'est que tous les paysans d'un village doivent apprendre à mener leur exploitation aussi bien que pourrait le faire le meilleur propriétaire de ce village. Ce n'est que lorsque ce premier degré sera franchi que les améliorations ultérieures peuvent être introduites. L'une de ces améliorations, qu'on est en train de répandre sur une grande échelle par l'intermédiaire des Comités d'Ensemencement est de labourer le plus tôt possible les jachères. Dans les principales provinces de Russie on continue à appliquer jusqu'à présent le système triennal d'après lequel le tiers du sol reste chaque année inutilisé. Il ne faut d'ailleurs pas songer à remplacer immédiatement ce système par celui des cultures périodiques. Ce serait un saut trop brusque. Nous devons proposer avant tout de persuader au paysan qu'il ne faut pas laisser les jachères non remuées jusqu'au printemps prochain mais qu'il faut au contraire les herser à plusieurs reprises pour conserver de cette façon l'humidité du terrain (ce qui, étant donné le climat de la Russie, extrêmement enclin à la sécheresse, est un facteur de première importance) et pour augmenter la productivité du sol par cette relâche de travail. Dans les journaux russes nous trouvons chaque jour à présent des communications de différentes provinces qui montrent l'excellent succès de ces innovations.

Les Comités d'Ensemencement qui viennent d'achever leurs travaux de réglementation des labours printaniers et qui en ce moment travaillent aux jachères, s'apprêtent activement d'autre part à la préparation de la grande campagne d'ensemencement d'automne. Les plans pour les labours d'automne seront bientôt prêts, vérifiés, souponnés; des préparatifs sont faits pour l'emmagasinement et le choix des semences d'automne, et il y a des raisons d'espérer que ce travail

réussira encore mieux que le premier projet. L'introduction des Comités d'Ensemencement améliore les rapports entre l'Etat prolétarien et la classe paysanne. Les paysans se rendent compte que l'Etat ne se borne pas à leur enlever une partie de leur récolte, mais s'efforce en outre, de soutenir l'économie rurale par une aide matérielle et morale, par des envois de machines, par la remise en état gratuite des outils agricoles, par une répartition équitable des semences là où le besoin s'en fait sentir. L'Etat prolétarien perd ainsi peu à peu, aux yeux des paysans son caractère dictatorial et leur apparaît comme un ami et comme une source de bien-être.

E. VARGA.

L'adhésion à la IIIème Internationale du parti communiste de Roumanie.

II.

Les résultats funestes de la politique de trahison poursuivie par la majorité des dirigeants du parti socialiste et des syndicats de Roumanie, ont été, comme nous l'avons vu, la désorganisation et l'affaiblissement du mouvement ouvrier.

Mais si les "chefs" se sont bornés à une activité opportuniste, ils ont en même temps systématiquement entravé le mouvement communiste qui se manifestait à leur insu. Ayant l'horreur de la responsabilité, ils ont ajourné quatre fois la convocation du Congrès, car il n'y avait pas de doute que l'adhésion y serait proclamée.

Au journal officiel du parti existait une censure du comité exécutif contre toute propagande communiste. La littérature de propagande que les groupements communistes faisaient imprimer dans de certains endroits était brûlée conformément aux ordres des "chefs" opportunistes. Pénétrés du légalisme bourgeois, ceux-ci ne se sont arrêtés devant aucun scrupule pour empêcher le développement du mouvement communiste, légal ou souterrain. Des calomnies et des intrigues contre les communistes couraient dans tout le pays et assez souvent leur écho passait au-delà des frontières. Et tandis que dans les villes de province les social-démocrates se faisaient les délateurs des communistes, à Bucarest, pendant l'été dernier, à l'occasion de l'arrestation d'un groupe de communistes, le Comité Exécutif du parti publia un communiqué officiel de solidarité, mettant en garde les ouvriers contre ces "agents provocateurs" ou ces "mauvais bergers".

Pendant le résultat de l'activité communiste se fit bientôt sentir, il se manifesta dans le mouvement général de sympathie à l'égard de la République des Soviets Russe et dans l'élan irrésistible des ouvriers pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. Ajourner le Congrès, qui à grosse majorité devait voter l'affiliation, c'était le but poursuivi par ceux qui avaient la direction du parti.

Après la Conférence provisoire de Mai 1919, le Congrès ne fut convoqué qu'au bout d'une année, en Avril 1920. Pourtant à cette date on l'ajourna sous prétexte de l'état de siège et de la censure, mais la vraie cause c'était — vu la campagne électorale — la peur qu'avaient les "chefs" de se compromettre et de perdre les voix de la petite bourgeoisie, à la suite d'une retentissante affiliation. Fixé pour le 1er Août 1920, le Congrès fut de nouveau ajourné sous les mêmes prétextes. Comme le courant communiste se renforçait de plus en plus dans le parti, au détriment des social-chauvinistes et opportunistes, les "chefs" essayaient encore d'éloigner la date de leur défaite.

A cette époque (Août 1920) le mouvement communiste fut gravement atteint par l'arrestation — à la suite d'une trahison — du cam. Constantinesco et autres. Les "chefs" opportunistes espèrent désormais qu'ils seraient les maîtres du Congrès. Mais c'est en serrant leurs rangs que les ouvriers répondirent à la terreur gouvernementale.

Devant l'attitude frondeuse des masses, les "chefs" se décidèrent à faire le voyage à... Canossa. Ainsi, le 15 Août 1920, une délégation partit pour Moscou. A côté des camarades Fabian et Dobrogeanu, communistes conséquents et éprouvés, vinrent aussi les camarades Kristesco et C. Popovici, l'un le leader les plus populaire du parti, l'autre le secrétaire de

la Commission Générale des Syndicats. Ces deux derniers venaient, commeadis ce vieux roi de France "pour adorer ce qu'ils avaient brûlé et brûler ce qu'ils avaient adoré". Dans la délégation se trouvait aussi le cam. Rosvany, un des éléments de gauche du mouvement ouvrier de la Transylvanie, et (horrible dictu) le sieur Fluorasch, ancien ministre social-patriote. Les dirigeants du parti socialiste de Roumanie n'ont pu malheureusement saisir que l'Internationale Communiste n'a mérité ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. Le sieur Fluorasch a du être mis à la porte.

Après de longues et orageuses discussions, à Kharkov comme à Moscou, la délégation prit des engagements pareils à ceux qu'avaient pris Cachin et Frossard.

Après le retour de la délégation en Roumanie, au premier Conseil National, le parti se scinda en trois tronçons, d'après les trois courants qui depuis longtemps rongeaient l'unité si chère aux camarades Moscovici, Kristesco et C. Popovici:

1) Les social-démocrates, avec qui se groupèrent les patriotes et les chauvinistes, ceux qui ouvertement ont trahi les intérêts du prolétariat roumain, ceux qui ont pris position contre la Révolution Russe et Hongroise et sont allés à l'Internationale deux-à-demi de Vienne; les Grigorovici, Jumanka, Fluorasch, Ciser, Pistiner, Dunareano, Voinea.

2) Les centristes, qui ont épousé l'idéologie longuetiste et se prononcent pour l'Internationale Communiste avec des réserves. Egalant dans la trahison les social-chauvinistes, les centristes sont à présent les plus dangereux ennemis du mouvement communiste. Les dirigeants de ce groupe sont: Moscovici, l'ancien secrétaire du parti Dragou, Iordachesco et Popp.

3) Les communistes, ceux qui ont accepté sans réserves les 21 conditions. Parmi les dirigeants de ce groupe se trouvent aussi ceux qui jusqu'à présent formaient l'aile gauche du Comité Exécutif du parti socialiste, et qui seulement en paroles et jamais de fait prenaient des attitudes intransigeantes, ceux qui toujours ne faisaient que parler de la révolution et ne pensaient nullement à sa réalisation, ceux qui ont toléré dans le parti les chauvinistes, ceux qui ont mené des pourparlers secrets avec le général Averesco, le bourreau des paysans et des ouvriers roumains, ceux qui ont ignoré la profonde signification du mouvement des masses, ceux qui en 1919 et 1920 ont ébranlé l'Etat, ceux qui, pendant deux ans, ont mis des entraves au développement du mouvement communiste. Dans ce groupe se trouvent aussi des camarades conséquents et éprouvés comme: Fabian, Dobrogeanu, Neago-Negulesco, Tanassé, Boris Stefanoff, Pancotan, Ev. Stanoff, Cruceano et autres.

Après la scission, messieurs les social-démocrates ont démenagé du siège central, tandis que les centristes continuèrent à faire ménage avec les néocommunistes.

Le Congrès, qui a eu lieu dernièrement, n'a réuni que les néocommunistes et les centristes. Comme nous l'avons déjà dit, la tardive adhésion à l'Internationale Communiste ne peut pas empêcher que soient consommés les résultats funestes d'une politique de trahison des intérêts du prolétariat. Opérée en mai 1919 ou au commencement de 1920, l'adhésion aurait pu avoir des conséquences, et pour le développement de la révolution dans les Balkans et pour l'affermissement du parti.

Par ignorance, horreur de la responsabilité et lâcheté, les dirigeants du parti et des syndicats ont empêché l'élan révolutionnaire de la classe ouvrière. Consciemment ou inconsciemment, ils ont collaboré avec les partis bourgeois à l'apaisement social.

Un grand travail doit être réalisé à présent par le parti communiste de Roumanie, pour pouvoir rattraper le temps perdu par la lassitude des chefs. C'est aux masses du parti et aux communistes conséquents et éprouvés de poursuivre à présent l'épuration du parti. Le concubinage avec les centristes doit cesser. Seule leur exclusion pourra renforcer le jeune parti communiste de Roumanie, qui, ainsi, ne rencontrera plus d'entraves devant sa besogne révolutionnaire.

20 Mai.

ALEXANDRE NICOLAU.

Les tâches des syndicats russes au Congrès International.

(Résolution présentée par le cam. Lozouki et adoptée par le 4^{ème} Congrès National des syndicats ouvriers de Russie).

1. Le mouvement syndical international est entré depuis le commencement de la guerre mondiale dans une période de désorganisation et de décomposition morale. Les divers courants qui existaient avant la guerre dans le mouvement syndical (révolutionnaire et syndicaliste, social-démocrate et trade-unioniste) ont en somme disparu. Le mouvement dans tous les pays, à quelques exceptions près, a cessé d'être un mouvement de classe, étant devenu national-impérialiste.

2. La politique de guerre, politique opposée aux intérêts sociaux de la classe ouvrière faite par les syndicats des pays en guerre a été la cause de la débâcle de tous les centres de liaison internationale d'avant guerre, du Secrétariat International dirigé par Legien, aussi bien que de toutes les Fédérations internationales (ouvriers du textile, métallurgistes, etc.) qui se sont divisées suivant les pays, en partisans de l'Entente et partisans des Empires Centraux.

3. Les misères causées par la guerre, les intérêts de classe se manifestant d'une manière plus aigüe: le manque d'un gagne-pain régulier et d'un lendemain assuré, l'accroissement du chômage et, enfin, la déception profonde causée par les résultats de la guerre, ont donné une forte impulsion à l'affluence des grandes masses dans les syndicats. La guerre a donné naissance à de nouvelles couches ouvrières, elle leur a inspiré de l'inquiétude, elle leur a fait comprendre l'insuffisance de leurs forces aussi longtemps qu'elles restent isolées, elle a forcé l'ouvrier le plus arriéré à réfléchir sur les causes et les conséquences de la catastrophe que vit l'humanité. C'est pourquoi dans les masses ouvrières de tous les pays divisées en sections nationales s'éveilla avec une force d'autant plus grande qu'elle avait été opprimée durant les années de guerre, le sentiment de solidarité internationale, de même que la tendance à rétablir les liens internationaux, dont la nécessité est instinctivement ressentie par les ouvriers les moins conscients.

4. D'où la tendance des leaders discrédités du mouvement syndical, à prendre eux-mêmes l'initiative de la reconstruction de l'Internationale et à se mettre à la tête de ce mouvement pour le mieux décapiter. Après avoir tenté de fonder une Internationale Syndicale (Leeds 1916), les leaders du mouvement ouvrier des pays de l'Entente avaient abordé immédiatement après la fin de la guerre l'œuvre de la reprise des rapports internationaux par la participation aux travaux de certaines commissions concernant l'élaboration des articles supplémentaires au traité de Versailles. Ils ont ainsi pu consolider sur un plan international, le travail de trahison qu'ils avaient commencé au sein de leurs patries bourgeoises.

5. Le triomphe de la "démocratie" dans la boucherie internationale fut manifesté par la création auprès de la Société des Nations du Bureau International du Travail qui est la plus haute expression de la doctrine de la paix sociale et de la collaboration des classes. Ce

Bureau, composé de six leaders ouvriers, six entrepreneurs et douze représentants des gouvernements bourgeois, a pour but non seulement d'étudier la lutte sociale, mais encore de la canaliser dans une voie de développement pacifique et de solution à l'amiable des conflits entre le travail et le capital.

6. A Berne (février 1919) et à Amsterdam (juillet 1919) a été officiellement reconstruite l'Internationale Syndicale qui continue sur un plan international de faire leur politique nationale. La nouvelle Internationale a inauguré son activité par la reconnaissance du Bureau International du Travail et la consécration de la collaboration de ses leaders avec l'impérialisme mondial. Son programme est celui de la paix sociale, de la collaboration des classes, de l'inoculation graduelle du socialisme, de la peur mortelle et de la haine profonde du mouvement révolutionnaire des masses.

7. Une pareille trahison des hommes qui durant de longues années vendaient en gros et en détail les intérêts des ouvriers de tous les pays, était tout à fait naturelle et logique, mais elle était complètement contraire aux intérêts vitaux du prolétariat saigné à blanc. En effet nous voyons que la création de ce supposé international de la bourgeoisie a fait croître et s'étendre la protestation contre cette ligne de conduite impérialiste.

8. Cette protestation, devenant de plus en plus aigüe à cause de la lutte sociale toujours croissante, n'avait pas au début de centre d'organisation international: c'est grâce à l'initiative du Conseil Central des syndicats ouvriers de Russie, qu'en juillet 1920 fut créé le Conseil International des syndicats ouvriers. La création de ce centre du mouvement syndical révolutionnaire a été le point de départ d'une lutte acharnée au sein du mouvement syndical mondial, le mot d'ordre étant: Moscou ou Amsterdam.

La dissociation dans les vieilles organisations se produit avec d'autant plus de rapidité que la crise économique s'accroît, que le prolétariat perd tout espoir de développement pacifique.

9. Le fait même de la fondation de l'Internationale Syndicale Rouge a donné une grande impulsion à l'accroissement constant du nombre de partisans de l'Internationale Rouge dans tous les pays. Ce fait et les groupements qui se forment dans le mouvement syndical mondial d'une part, et d'autre part la décadence continue de l'Internationale d'Amsterdam, posent devant les syndicats révolutionnaires de tous les pays et surtout devant les syndicats russes la question des méthodes ultérieures et des moyens d'union de leurs propres forces pour l'attaque contre le capital international et les leaders jaunes qui se trouvent à la tête de la Fédération syndicale d'Amsterdam.

10. Les syndicats ouvriers révolutionnaires n'ont pas encore tous adhéré au Conseil International des Syndicats. Et parmi ceux qui y ont adhéré il n'y a pas encore d'unité de tactique, condition indispensable du succès au cours de notre

lutte. Parmi les adversaires d'Amsterdam et les partisans de Moscou on peut trouver toutes les nuances de la pensée révolutionnaire: professionalistes de gauche, hésitants, anarchistes purs hostiles à la lutte politique et à la dictature du prolétariat, communistes, basant leur activité sur les principes proclamés par la III^{ème} Internationale Communiste.

11. Une diversité pareille de courants de pensée unis par la haine commune envers le capitalisme et ses hérauts est tout à fait naturelle, les syndicats groupant les larges masses "sans parti".

Mais cela ne dispense aucunement le centre dirigeant du mouvement syndical international en général et le mouvement syndical russe en particulier du devoir d'élaborer une plate-forme révolutionnaire, qui assurerait la possibilité de l'unité d'action et qui tracerait une ligne de développement au mouvement syndical international. Cela oblige les syndicats russes de soumettre à la discussion du Congrès International toutes les questions principales du mouvement syndical international, tout en défendant son point de vue révolutionnaire.

12. Les syndicats révolutionnaires russes étaient toujours hostiles à l'idée de la neutralité et de l'indépendance des syndicats par rapport au parti révolutionnaire du prolétariat. Et dans ce sens ils ne faisaient que suivre les meilleures traditions du mouvement ouvrier international, car ils savaient fort bien, que sous le prétexte de neutralité et d'indépendance par rapport au socialisme révolutionnaire, se cachait l'idée purement bourgeoise et réformiste de la dissociation de la lutte politique et économique du prolétariat dans le but d'affaiblir et de démoraliser les masses ouvrières.

13. Le neutralisme et l'indépendance des syndicats par rapport au socialisme révolutionnaire étaient et restent encore des mots d'ordre de la partie la plus arriérée du mouvement syndical dans tous les pays. Dans tous les pays capitalistes, les leaders des syndicats se prononcent durant les dernières années pour la neutralité et l'indépendance des syndicats par rapport à l'Internationale Communiste avec d'autant plus de véhémence, qu'ils se lient intimement avec la Société des Nations, qu'ils deviennent plus dépendants vis-à-vis de la bourgeoisie de leurs pays.

14. L'idée de l'indépendance du mouvement syndical du communisme doit donc être repoussée d'une manière décisive et catégorique.

Les syndicats russes doivent propager l'idée que les intérêts de la classe ouvrière et de la révolution mondiale exigent l'Union de toutes les organisations révolutionnaires politiques, syndicales et coopératives en une seule Internationale, que la structure révolutionnaire autonome du Conseil International Syndical, les conditions spéciales qui seront élaborées pour l'adhésion des syndicats au Conseil, vu les éléments "sans-parti" qui adhèrent à ceux-ci, ne veulent nullement dire que les deux Internationales forment des organisations séparées au point de vue

idées et politique. L'Internationale Syndicale Rouge constitue une partie et un complément de l'Internationale Communiste, qui doit incarner toutes les formes et toute les nuances du mouvement ouvrier révolutionnaire.

15. Si l'on n'exige pas des syndicats l'acceptation des 21 conditions, élaborées par le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, cela ne veut point dire que le Conseil International des Syndicats doit recevoir à l'avenir dans son sein toutes les organisations sans aucune condition. Reconnaissance et réalisation de la lutte de classes révolutionnaire, reconnaissance de la dictature du prolétariat, direction générale idéologique de l'Internationale Communiste et rupture avec l'Internationale d'Amsterdam—voilà les conditions qui doivent être obligatoires pour l'entrée dans le Conseil International des Syndicats.

16. Outre ces conditions, il est nécessaire d'exiger que toutes les organisations adhérant au Conseil, doivent dans chaque pays créer un bloc, un front unique uni pour des actions communes défensives et offensives contre la bourgeoisie. C'est là une condition absolument indispensable, car autrement il pourrait arriver, comme cela a eu lieu en Allemagne au mois de mars dernier, que des organisations affiliées au Conseil International des Syndicats luttent à main armée contre la bourgeoisie, tandis que d'autres organisations (des syndicalistes) attaquent nos camarades par derrière.

17. Les rapports mutuels entre l'Internationale Communiste et le Conseil International des Syndicats doivent tendre à la création d'une seule Internationale. Ce but doit être nettement posé au Congrès International des Syndicats Ouvriers comme une perspective d'avenir du mouvement ouvrier mondial. Les mesures transitoires doivent être celles-ci: représentation mutuelle, discussion commune des questions fondamentales de la lutte sociale. Des liens organiques, de plus en plus étroits entre l'Internationale Communiste et le Conseil International des Syndicats aboutiront en fin de comptes à la forme de l'organisation la plus rationnelle et la plus désirable, c'est-à-dire à une seule Internationale Communiste révolutionnaire.

18. Croyant ainsi que du point de vue de l'économie des forces, la forme la plus rationnelle de l'union de toutes les énergies révolutionnaires est la création d'une Internationale Communiste unique, au sein de laquelle les syndicats constitueront une section autonome—le 4^{ème} Congrès des syndicats russes charge les délégués de la C. G. T. de Russie au Congrès International des Syndicats Rouges de prendre en considération l'état du mouvement syndical des autres pays sa grande diversité et de se soumettre comme cela sied à un détachement discipline de l'armée révolutionnaire, à la décision prise dans cette question par la majorité du Congrès.

19. L'activité des syndicats russes au point de vue de l'influence sur le mouve-

CONFERENCE PANRUSSE DU PARTI COMMUNISTE.

Discours de Radek sur l'Internationale Communiste.

Camarades! Le 3^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste ne se contentera pas seulement de vérifier les thèses du 2^{ème} Congrès à la lumière de l'expérience des derniers mois. Nous sommes fermement convaincus qu'il ouvrira une phase nouvelle dans la lutte de l'Internationale Communiste.

Si l'on me demandait les raisons des crises que l'Internationale Communiste a traversées (nous en avons eu de très grandes dans les deux partis, slave et germanique), les camarades qui ont participé à la lutte diront que ces raisons résident dans le sentiment qu'on a eu d'un recul de la révolution mondiale. Ils vous diront que nous sommes actuellement en présence d'une période de calme, que dans la période qui vient la révolution mondiale se manifestera peut-être seulement par le processus de décomposition du capitalisme, mais que dans aucun cas la classe ouvrière n'entrera en lutte ouverte contre le capital.

Quand on lit attentivement les articles de Serrati, on a l'impression bien nette que l'idée qui les inspire est celle-ci: une vague de contre-révolution déferle sur l'Europe et la révolution dans le monde entier est en recul, quoiqu'on ne puisse pas nier le fait d'une décomposition toujours croissante du capitalisme. Lévi, dans la dernière page de sa dernière brochure, dit que si le parti communiste allemand ne parvenait pas à se

reconstituer sur d'autres bases, ce fait prouverait du même coup la force de la contre-révolution et condamnerait le parti communiste allemand au sort de la 2^{ème} Internationale, c'est-à-dire à la "décrépitude".

Serrati et Lévi sont convaincus que la révolution est en recul. Et la première tâche que s'est imposée le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en préparant le Congrès, fut d'essayer de vérifier cette assertion. Il faut que la décision du Congrès ne reflète pas des opinions personnelles, mais soit basée sur une étude approfondie de la situation générale. Il faut savoir si nous sommes en présence d'une période de calme révolutionnaire, d'une période de développement, même lent, du capitalisme, ou si au contraire notre campagne pour susciter une explosion immédiate a des fondements sérieux. Si nous arrivons à la conviction que la révolution est en recul, que nous assisterons, dans les deux années qui viennent, à un processus de décomposition seulement, il est clair que dans ce cas, tout en restant communistes et tout en combattant pour notre idéal, nous devons rayer néanmoins de l'ordre du jour la lutte pour la conquête immédiate du pouvoir. Nous serions forcés dans ce cas d'adopter une tactique de préparation et non une tactique de combat.

Camarades, aucune organisation internationale n'a jusqu'à présent étudié une

situation avec plus d'attention et plus de circonspection que nous ne l'avons fait maintenant. Pendant ces deux derniers mois le camarade Trotsky a consacré toute son attention à la situation économique en Europe. Toute une série d'autres camarades, économistes distingués parmi lesquels le camarade hongrois Varga et le camarade allemand Tolheimer, homme d'une haute compétence en la matière ont mis à l'œuvre des économistes bourgeois, qui ont préparé pour nous les matériaux nécessaires à l'étude de cette situation.

Je vous dirai qu'au commencement, c'est-à-dire au moment où ces camarades se mettaient à l'étude, certains croyaient être en présence d'un équilibre instable et intérieurement ruineux. Cependant, à mesure que le travail s'avanceit, nous acquerions de plus en plus la conviction que nous sommes à la veille d'une époque de combats plus considérables encore que ceux que nous avons déjà livrés. Ces combats, cette lutte seront à l'ordre du jour dans un avenir très rapproché. Notre tâche consiste à nous orienter non pas vers la pure propagande, mais au contraire vers une accélération décidée du mouvement occidental.

Le plus caractéristique, c'est que les résultats auxquels nous sommes arrivés ici sont identiques à ceux auxquels sont arrivés nos camarades venus de l'étranger. Ainsi par exemple, les camarades allemands, membres du parti communiste allemand, sont venus avec des thèses qui dépassent sur certains points celles auxquelles nous nous sommes arrêtés à Moscou. On dit cependant que nous fouctions les

Sur quoi se base notre conviction? En quoi notre lutte passée consistait-elle?

Vous savez que la période de lutte se termina à peu près en Allemagne vers l'été de 1919. A cette époque, si d'un côté la révolution n'est pas en recul au point de vue de notre influence parmi les masses, d'un autre côté, depuis l'été de 1919, nous n'avons plus vu dans ce pays une action ouvrière ayant un caractère offensif, ni aucune action ouvrière de grande envergure. Seul fait exception le mouvement de mars 1920, lorsque mêmes les ouvriers Scheidemanniens, pour empêcher le coup d'état militariste, prirent part à la lutte au nom de la démocratie, qu'ils avaient l'illusion de défendre, en défendant le gouvernement de Scheidemann et de Noske. Mais l'action directe des masses, les démonstrations entraînant des centaines de milliers d'ouvriers que l'Allemagne avait vues en mars et en janvier 1919 ne se sont plus répétées.

En regardant de près la situation à l'étranger, on voit que la bourgeoisie est très alarmée. Son état d'esprit se reflète nettement dans le livre de l'économiste anglais Nox, un des collaborateurs du traité de Versailles. Il raconte qu'à Versailles souventes fois les hommes d'Etat bourgeois ont eu l'impression d'être au bord de l'abîme et qu'en écoutant Wilson et Clemenceau ils croyaient entendre des masques et des fantômes.

Cet état d'esprit s'efface, dirait-on actuellement. La crise de la fin de 1918 et du commencement de 1919 fut une crise de démobilisation. 20.000.000 d'hommes furent renvoyés dans leurs foyers. La bourgeoisie fut très inquiète de sa-

ment syndical International et de leur influence morale sur la différenciation au sein des vieilles organisations, fut insuffisante. Si la C. G. T. de Russie a été obligée de mener et a mené son travail par l'intermédiaire du Conseil International dont elle faisait partie, les Comités Centraux des Syndicats d'Industrie auraient dû faire un travail encore plus grand, ayant trait au groupement des syndicats révolutionnaires de tous les pays. Ce travail doit devenir le point essentiel de l'activité des comités centraux. Il est nécessaire d'envoyer plus souvent des représentants des Comités Centraux en Europe Occidentale, de convoquer le plus souvent possible des conférences d'industrie et de métier, de participer à tous les Congrès et conférences convoqués par les vieux Secrétariats. Les Comités Centraux ne doivent avoir recours à la création des syndicats rouges d'industrie et de métier, qu'après avoir épuisé toutes les mesures capables d'influencer les syndiqués, les organisations respectives locales et nationales des syndicats.

20. Considérant que la conquête des syndicats est la condition préalable de la révolution sociale, le mouvement syndical russe doit mener une lutte décisive contre le mot d'ordre: «Allons-nous en», proclamé par des camarades bons révolutionnaires qui n'ont pas réfléchi aux conséquences de cette tactique: Un programme révolutionnaire ne peut pas tenir lieu de masses syndiquées. Aussi le devoir du syndicat révolutionnaire est-il non pas de quitter son syndicat, mais de lutter dans son sein pour le rendre révolutionnaire et mettre à jour la tactique et la politique traitées de leurs leaders.

21. La politique d'offensive que les leaders jaunes ont commencé à mener et qui se manifeste par l'exclusion des communistes et des groupements révolutionnaires du sein des syndicats, pose devant le Conseil des Syndicats un problème fort compliqué et sérieux: organiser la lutte contre cette tactique de provocation. Les comités centraux russes doivent accomplir dans ce domaine un travail énorme, en se chargeant par l'intermédiaire des centres locaux et révolutionnaires des conférences des groupes exclus pour élaborer une ligne de conduite appropriée à chaque pays.

22. Les organisations locales exclues doivent surtout se garder de l'émiettement, elles doivent continuer leur travail, grouper et organiser les masses, en se considérant comme organisations locales compétentes du syndicat qui les ont exclues. L'exclusion d'un groupe quelconque d'ouvriers révolutionnaires et surtout de l'organisation non locale, doit servir de point de départ d'une campagne acharnée et impitoyable contre les coupables et devenir le pivot de notre lutte au sein des syndicats.

23. Le quatrième congrès des syndicats russes croit que pour la convocation du Congrès International et de la formation de l'organe dirigeant du mouvement syndical International, il faut tendre aux principes de la représentation proportionnelle d'une part, et de l'unité des délégations locales d'autre part. Donner à chaque organisation, indépendamment du nombre de ses membres et de son importance, le droit au même nombre de voix,

serait disperser les forces et agir au détriment des syndicats des pays qui, unis au point de vue politique, idées et organisation, se rallient à une même tactique.

24. Le Congrès des syndicats russes charge la C. G. T. de Russie, tout en se rapprochant des éléments révolutionnaires du mouvement syndical de tous les pays, de défendre fermement et de propager des principes essentiels du mouvement syndical russe: liens étroits entre les syndicats et le parti communiste, renversement violent du capitalisme, instauration

de la dictature prolétarienne, liaison organique au point de vue politique et idéologique entre le mouvement syndical mondial et l'Internationale Communiste, attitude négative par rapport à la phraséologie révolutionnaire anti-étatiste, dirigée contre la dictature du prolétariat, nécessité de mener une lutte constante contre toute sorte d'hésitation et de balancement, contre les tentatives de masquer les contradictions inconciliables entre l'aile droite et l'aile gauche du mouvement syndical International.

A L'ETRANGER.

France.

«L'Information», en annonçant l'envoi d'une délégation anglaise à Moscou, avec des succursales à Petrograd, Arkhangelsk, en Ukraine et au Caucase, regrette que la France reste seule privée de tous moyens d'entrer en contact avec la Russie.

De nouvelles perquisitions, causées par la propagande communiste, ont été faites chez le secrétaire de «L'Humanité» Dunois, chez le rivain Henri-Barbusse, chez Thomassi, etc..., ainsi que dans beaucoup de casernes de Paris. Beaucoup de communistes qui avaient pris part à une manifestation sur la place Gambetta ont été condamnés pour offense à la police à 4 semaines de prison.

Belgique.

«Le Peuple» de Bruxelles, annonce la constitution d'un Parti Communiste Belge adhérent à la III^{ème} Internationale. Pendant le Congrès National des groupes minoritaires du Parti Socialiste, le 29 mai à Bruxelles, le nouveau Parti a décidé de présenter des candidats aux prochaines élections législatives d'octobre.

De radium dans le Congo.

Nauen 2 juin. (Radio). — On a trouvé dans les mines de cuivre du Katanga dans le l'uranium et du radium.

Allemagne.

Les débats au Reichstag.

Nauen, 3 juin. (Radio). — Aujourd'hui au Reichstag ont commencé les débats sur le programme du gouvernement. Les premiers discours furent prononcés par le socialiste majoritaire Wels et par le député du centre Becker. Après eux le nouveau ministre des reconstructions Walter Rathenau monta pour la première fois à la tribune. Il déclara dans son discours que son programme n'était pas encore établi. Dans son opinion le système économique de tous les pays doit subir des changements radicaux. Cependant il serait dangereux d'entreprendre des expé-

riences en Allemagne, vu l'état actuel de la vie économique du pays qui laisse beaucoup à désirer. Rathenau dit être convaincu que les Français ont la ferme volonté de reconstituer les régions dévastées et cita des exemples de ce que la France avait déjà fait pour la reconstruction. Quant à ses objections contre la signature de l'ultimatum allié, Rathenau déclara que, maintenant que l'ultimatum avait été accepté, il ne restait plus qu'à en exécuter les conditions. Après le discours de Rathenau, le chancelier Wirth défendit le point de vue du gouvernement en ce qui concerne le désarmement de l'Allemagne contre les objections et les reproches de l'extrême-droite. La Bourse de Berlin, qui depuis quelque temps s'était préparée à une augmentation considérable des impôts, accueillit le discours de Rathenau, en somme, assez favorablement.

Le troisième procès des «coupables» de la guerre à Leipzig.

Nauen, 2 juin. (Radio). — Le Reichsgericht a condamné le nommé Neumann, pour mauvais traitements envers des prisonniers de guerre qui étaient sous ses ordres, à six mois de prison.

Le procès de l'assassin de Talaat-Pacha

Nauen, 2 juin. (Radio). — Devant la cour d'assises a commencé aujourd'hui le procès de l'Arménien Teileriantz, accusé d'avoir assassiné l'ancien grand-vizir Talaat-Pacha.

Le congrès des mineurs allemands.

Nauen, 2 juin. (Radio). — Le congrès des mineurs allemands à Giessen s'est prononcé à une grande majorité contre la proposition des communistes d'adhérer à la Troisième Internationale.

Haute-Silésie.

Sur tout le front de l'Oder les insurgés ont opéré une série d'attaques contre les détachements de défense allemands. Toutes ont été repoussées. Les polonais en retraite dévastent systématiquement le pays. Ils ont emmené captif le député au Reichstag Hartmann. Ils commettent

d'effroyables cruautés. La population allemande est au désespoir. De nombreuses arrestations sont faites parmi les fonctionnaires, les industriels et les ouvriers allemands. Les gendarmes polonais se conduisent de façon révoltante avec les détenus, les battant à coups de crosse et de bâton. Les caves des écoles changées en casernes sont pleines de prisonniers. Dans les rues ce ne sont que voitures d'ambulances transportant des blessés après l'attaque des insurgés contre le camp de réfugiés de Hindenburg où se trouvaient environ 500 hommes, la plupart pères de famille. Des scènes épouvantables y ont lieu. Les réfugiés à demi nus ont été chassés sur la place publique et battus à coups de crosse et de baguette de caoutchouc. Toute la ville est remplie de cris et de gémissements. Après toutes sortes de tortures les réfugiés ont été transportés dans le camp d'internés des Chomitz. Les dirigeants des syndicats allemands qui avaient déclaré une grève d'un jour à titre de protestation, ont été arrêtés ou battus par les insurgés.

Nauen, 2 juin. (Radio). — L'arrivée des troupes anglaises, prêtes à avancer, a induit les Polonais à retirer leurs avant-postes. Un bataillon anglais avança jusqu'à Gross-Strelitz, sans rencontrer de résistance. Selon une dépêche de Breslau le général Lerond a dû admettre devant la délégation allemande que les organisations de volontaires allemands ne pouvaient pas être comparés aux insurgés polonais et il reconnut pour ainsi dire la raison d'être de ces organisations, créées par la nécessité.

Nauen, 2 juin. (Radio). — On apprend d'Oppeln que des explications très mouvementées ont eu lieu dans la commission interalliée entre Français et Anglais au sujet de l'avance des troupes britanniques. On a fini par arriver à un accord de principe, établissant une zone neutre entre les Allemands et les Polonais aux conditions proposées par les Anglais, selon lequel les volontaires allemands peuvent garder la ligne qu'ils occupent à présent. Les Français n'ont accepté cette condition qu'à contre-cœur.

Nauen, 2 juin. (Radio). — Le «Corriere della Sera» donne une description des désordres qui prévalent dans le camp des insurgés polonais. Peu à peu Korfanty perd son pouvoir sur les masses agitées des insurgés. Ceux-ci refusent d'accepter l'argent polonais, et Korfanty fait des efforts désespérés pour se procurer des marks allemands. Le correspondant du journal ajoute que l'on ne pourrait pas s'imaginer quelque chose de plus ironique que ce qui se passe, pour des gens qui ont toujours réclamé à grands cris l'indépendance économique de la Haute-Silésie. Le premier train allemand avec des vivres qui arriva dans le territoire insurgé fut pillé par des bandes polonaises. Un officier anglais et un officier italien qui accompagnaient le train y sont à peine échappés à la mort.

Nauen, 2 juin. (Radio). — La commission interalliée a décidé de créer une zone neutre entre les Polonais et les Allemands,

voir si elle pourrait leur procurer du travail et tenir les promesses qu'elle leur avait faites pendant les longues années de guerre.

Vers le milieu de 1919, nous assistons à un regain d'activité économique d'un caractère purement spéculatif. Le manque de marchandises est très grand dans tous les pays ruinés. Les capitalistes ont toute latitude de faire payer très cher leurs marchandises et d'augmenter les salaires des ouvriers. Les masses ouvrières démobilisées trouvent du travail dans les fabriques. Quoique la cherté de la vie augmente, les salaires restent néanmoins assez élevés. Cet état de choses explique pourquoi l'Internationale Communiste, tout en affirmant son organisation et en étendant sa sphère d'influence, ne provoque pas d'explosion révolutionnaire. Ces trois années de notre histoire furent des années de préparation.

Après notre échec sous Varsovie, nombre de capitalistes étrangers ont cru pouvoir mettre une croix sur la révolution. Mais à ce moment même commença la crise depuis longtemps attendue, cette profonde crise de toute l'économie mondiale, à la venue de laquelle les capitalistes refusaient malgré tout de croire. Cette crise se distingue des précédentes par ce fait que dans la situation actuelle il est impossible, malgré le niveau de développement de l'industrie, de vaincre l'anarchie que le capitalisme provoque.

Les données statistiques montrent clairement le sens de cette crise. On peut la toucher du doigt. Elle est due au fait que les industries américaine, anglaise, japonaise, c'est-à-dire de ceux des pays victorieux dont la vie économique a été

la moins ébranlée par la guerre, s'agrandirent démesurément à un point tel que leur production surpassa les besoins de leur population à l'intérieur, cependant que le marché extérieur, le marché de la guerre, vint à manquer. Tous ces pays ne peuvent vivre que de l'exportation, et on ne peut exporter nulle part.

D'un autre côté, les pays vaincus et ruinés, l'Allemagne, l'Autriche, sont condamnés à payer une forte contribution et leur importation n'atteint même pas le niveau d'avant-guerre. Il n'y a pas bien longtemps, un des meilleurs économistes allemands, Gotthelm, a publié un article où il fit pour la première fois une tentative pour estimer d'une façon concrète la quantité de marchandises que l'Allemagne importait d'Angleterre avant la guerre et celle qu'elle importe maintenant. Le résultat est que l'importation actuelle ne représente qu'un huitième de celle d'avant-guerre. Pour certaines branches d'industrie, la proportion est encore moindre.

La situation est la même en Amérique. D'un côté l'industrie américaine a pris un développement mou, et d'un autre côté la guerre a détruit la puissance d'achat de l'Allemagne, de l'Autriche, des Balkans, de la Turquie, de la Russie. Du même coup, ces pays ont cessé de fournir des matières premières.

La seule solution possible de cette crise consisterait dans l'annulation des dettes de guerre. Pour en sortir, il faudrait renoncer aussi aux contributions imposées aux pays vaincus et aider ces derniers, au moyen de crédits à long terme, à restaurer leur industrie, leurs transports, etc... Cette issue serait la

meilleure. Vous savez que des centaines de livres ont paru, dès le commencement des pourparlers de paix, qui tendaient à prouver que seule la réunion des efforts de tous et de chacun pourrait restaurer l'Europe. Toutes les tentatives faites dans ce sens ont échoué misérablement. Le capitalisme et la guerre ont renforcé l'anarchie. Si avant la guerre l'anarchie était provoquée par la lutte pour le marché mondial entre l'industrie anglaise et l'industrie allemande, aujourd'hui nous assistons à une formidable et double concurrence, entre l'Amérique et l'Angleterre, entre l'Angleterre et le Japon. La lutte se développe à la fois sur leurs propres marchés, sur les marchés coloniaux et sur les marchés de France, d'Italie et d'Europe Centrale. Les ententes entre Etats pour sauver en même temps la situation de tous sont rendues impossibles par cette concurrence qui décompose l'appareil bourgeois existant. En ruinant l'industrie allemande, le capitalisme mondial a enfoncé un clou dans son propre cercueil. En ruinant cette industrie, le capitalisme mondial détruit à jamais toute possibilité de rétablir l'économie mondiale.

Je ne peux pas entrer dans tous les détails de cette situation. Je voudrais seulement donner quelques exemples marquants de la décomposition complète du système capitaliste.

Vous connaissez la dernière grève des mineurs en Angleterre. Quelles en sont les causes? Pendant la guerre, la bourgeoisie anglaise, pour contenir les masses et approvisionner l'industrie en charbon, payait de très hauts salaires. Après la guerre, le charbon américain a commencé

à faire une sérieuse concurrence à l'industrie minière anglaise et fait son apparition sur les marchés continentaux en Italie et en France. Le gouvernement anglais a appuyé le gouvernement français dans ses exigences concernant le charbon allemand. A titre de compensation pour les mines détruites pendant la guerre, l'Allemagne a fourni l'année passée à la France 2 millions de pouds de charbon. Mais l'état des marchés français n'a pas permis l'utilisation de ce charbon à l'intérieur, et les Français l'ont vendu en Italie et en Belgique. Voilà comment le charbon allemand lui aussi a fait concurrence à l'industrie anglaise. Considérez par exemple le dernier acte du gouvernement anglais. A la conférence de Versailles, ce dernier a joué le rôle d'un agent qui menageait en la personne de l'Allemagne un client pour ses produits industriels. Il a toujours cherché à adoucir les exigences des Français, à leur démontrer la nécessité de concessions, à leur faire comprendre que raisonnablement on ne pouvait pas tuer la pouie aux œufs d'or.

Comment s'explique le changement de politique de l'Angleterre? Comment expliquer le fait que maintenant le gouvernement anglais cherche à ruiner littéralement l'industrie allemande? Nous autres marxistes, qui affirmons que la lutte économique tranche les questions politiques, nous ne savons d'abord pas à quoi nous en tenir. Nous l'avons appris par les écrivains bourgeois.

(à suivre).

en permettant aux volontaires allemands de garder leur positions, tandis que les invasions polonaises doivent être repoussées par les troupes alliées. Le "Times" réclame que les troupes françaises participent à cette opération, parce qu'autrement des différends sérieux entre Français et Anglais pourraient surgir avec le moindre incident. En attendant, les Anglais avancent en Haute-Silesie sans rencontrer la moindre résistance, et les Polonais reculent. On mande de Kreuzburg que les Polonais ont commis de nouveaux actes de violence contre la population allemande.

Pologne.

Détournements.

Nauen, 2 juin. (Radio). — Le contrôle d'Etat polonais a découvert dans différentes institutions publiques des détournements, dont la somme totale atteint 36 milliards. En outre il a été établi que dans leur temps Balakhovitch et Petlioura avaient reçu des centaines de millions de marks sans aucun contrôle.

Autriche.

Le Cabinet autrichien se retire. La raison en est le refus de l'Entente de reconnaître le dernier plebiscite faisant passer Salzbourg à l'Allemagne.

Turquie.

Londres 31 mai. Tous les journaux du jour donnent des informations provenant parait-il de sources officielles sur un changement d'attitude du gouvernement anglais à l'égard d'Angora. Le correspondant diplomatique du "Daily Telegraph" fournit l'information la plus complète de toutes. Il déclare: "visiblement vu le manque de conscience manifesté par le gouvernement d'Angora le gouvernement britannique s'estime obligé de renoncer à son attitude ancienne à l'égard des kemalistes, faite de neutralité et d'un esprit de conciliation extrême". Donnant ensuite les détails des provocations d'Angora à l'égard de l'Angleterre l'auteur continue: "Les discours prononcés à la Grande Assemblée Nationale ainsi que les articles de la presse kemaliste attirent l'attention avant tout par leurs menaces et leurs injures à l'adresse de l'Angleterre. La participation clandestine d'agitateurs kemalistes et bolchéviques à tous les désordres de Mésopotamie, de Palestine et d'Egypte ne fait plus aucun doute". L'information insiste ensuite sur la comédie mise en scène à Angora d'un agitateur musulman de l'Inde qui aurait été jugé: "Sa mise à mort n'a fait que renforcer l'indignation des fanatiques hindous et autres musulmans contre l'hypocrisie d'Angora. Cette indignation ne fera qu'augmenter à la nouvelle de l'alliance conclue entre Angora et les infidèles de Moscou". Le correspondant ajoute son opinion personnelle sur les moyens que doit prendre l'Entente pour museler Angora. Elle peut en particulier accorder quelques secours à la Grèce. Angora doit ses succès à la situation désavantageuse dans laquelle s'est trouvée la Grèce par suite de la neutralité de l'Entente. Si cette neutralité cesse, ce seront les kemalistes qui se trouveront en situation d'infériorité. Un blocus naval anglo-grec ferait rapidement cesser les expéditions de matériel à Sinope, Samsoun et Trebizonde. La flotte britannique et la mission militaire peuvent soutenir puissamment les Grecs. La conclusion d'un accord politique entre Londres et Athènes et ensuite entre Paris et Athènes ne doit pas présenter de grandes difficultés.

Le Correspondant du "Morning Post" est moins franc: "Les Turcs, écrit-il ont travaillé la main dans la main avec les bolchéviques et font tout ce qu'ils peuvent pour les aider en Asie et pour faire tomber les centres asiatiques dans la sphère d'influence bolchévique. Dans les milieux officiels anglais on estime que le moment est venu de mettre un frein à ces excès dangereux. Aucune décision n'est encore prise sur les mesures concrètes. Néanmoins il est clair que si les Grecs sont autorisés à se servir de Constantinople comme base d'opérations, la position des Turcs sera sensiblement changée".

Londres, 31 mai. Le correspondant athénien du "Daily Telegraph" expose en détails la situation à Angora. Kemal Pacha aurait eu un choc sérieux avec l'Assemblée Nationale, à cause de ses attaques contre le Sultan. Kemal aurait proposé de désigner un successeur au Sultan. La majorité de l'Assemblée s'y est opposée absolument. L'autorité des kemalistes serait très ébranlée et ne résisterait pas à la première défaite militaire. Le nombre des partisans de Bekir Sami Bey est en augmentation constante.

Paris, 1er juin. — L'Agence Havas communique qu'il s'est constitué dans la Grande Assemblée Nationale un groupe comptant 170 députés sur 350, composé d'éléments modérés, qui veulent la conclusion la plus rapide possible de la paix, à condition que leurs exigences nationales soient satisfaites. Le président de ce parti est Mustapha Kemal, et le Vice-Président Cherif Bey. D'après les dernières nouvelles, ce dernier a quitté l'Angleterre pour la France. La plupart des journaux de Constantinople parlent de la nécessité d'un accord entre les alliés et les Turcs.

Etats-Baltiques.

D'après le "Roul" les pourparlers des Etats Baltiques pour la conclusion d'une alliance ont fait de tels progrès qu'on peut s'attendre à la solution définitive le 4 juin à l'ouverture de la Conférence de Riga. On ne sait pas encore si la Finlande prendra part à la Conférence.

Etats-Unis.

Londres, 30 mai. — D'après le correspondant du "Daily Herald" à New-York le bruit circule avec insistance que le concurrent de Gompers au poste de président de la fédération des ouvriers américains à l'assemblée annuelle qui doit se tenir en juin sera le président de la Fédération des Mineurs, Léwis.

REVUE DE LA PRESSE ETRANGERE.

France.

Une déclaration du Comité Central des C. S. R.

En plein accord avec la Chartre d'Amiens, renforcée par les résolutions des Congrès de Clermont, Paris, Lyon et Orléans, les C. S. R. proclament, sans équivoque possible, l'indépendance totale et l'autonomie du syndicalisme révolutionnaire français.

Les C. S. R. déclarent vouloir réaliser un plan constructif qui mettra le producteur à la base et au fait de l'édifice social dans les domaines de la production, de l'administration et de la gestion.

Considérant que le syndicalisme, expression même de la vie, constitue le seul organisme de classes véritable des travailleurs manuels et intellectuels.

Rejetant sans hésitation le programme minimum de la C. G. T. qui a pour moyens: la collaboration des classes, la pénétration des organismes d'administration de la production; pour but: un nivellement impossible des classes pour arriver infailliblement à une consolidation dangereuse du capitalisme démocratisé, consacrant et légitimant l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les C. S. R. répudient vigoureusement le programme confédéral, irréalisable dans le cadre de la société transformée.

Considérant que le Soviétisme réalisé par la Révolution russe est basé sur le producteur et se place sur le même plan d'action et de construction que le syndicalisme révolutionnaire français.

Les C. S. R. constatant que l'état politique actuel n'est que l'expression codifiée du système capitaliste qui disparaîtra après la révolution, proclamant que celui-ci doit porter ses efforts vers la disparition totale des Etats et l'organisation de la vie économique des peuples.

En conséquence, les C. S. R. sans dédaigner ni l'appoint que peuvent lui apporter en ce moment les partis politiques révolutionnaires, dont la valeur et la force sont très appréciables actuellement, ni l'influence considérable, qu'exercent les groupements philosophiques dont l'objectif constant est d'élever la mentalité humaine en diffusant les doctrines les plus altruistes et en exaltant les sentiments les plus nobles.

Considérant, toutefois, que le syndicalisme doit être le moteur principal de la Révolution, et le facteur déterminant de la transformation sociale, qui doit s'opérer sous la contrôle et par les efforts combinés de toutes les forces révolutionnaires organisées opérant dans la sphère d'action qui leur est propre.

Considérant enfin que ces méthodes de lutte correspondent parfaitement aux aspirations du prolétariat français, dont les caractéristiques historiques et techniques doivent être rigoureusement présentes à l'esprit des révolutionnaires de notre époque.

Les C. S. R. affirment que la Révolution poursuivie doit, pour s'accomplir avec succès durable, tenir scrupuleusement compte des conditions particulières et indéniables qui, en correspondance avec la vie et le désir évident des masses laborieuses, déterminent le caractère du mouvement ouvrier français.

Certains d'avance de rencontrer, sur ce

point précis, l'approbation du mouvement ouvrier russe qui ne manquera pas d'apprécier psychologiquement notre action apparemment différente dans ses moyens, mais identique dans ses fins à celle du prolétariat russe.

Les C. S. R. envoient le témoignage de leur sympathie agissante à la République des Soviets et l'assurent qu'ils poursuivront sans défaillance et conjointement avec elle l'affranchissement mondial des Travailleurs qui ne sera réalisé que par la Révolution.

(„Humanité" 21. 5. 21.)

Tchéco-Slovaquie.

L'Internationale des polices.

Notre camarade Zalewski vient, une fois encore, d'être arrêté. La police suisse l'avait reconduit à la frontière. Celle de Tchéco-Slovaquie l'a mis en état d'arrestation à Taus, sous le prétexte que notre camarade aurait été chargé de diriger la propagande communiste dans les Etats de l'Europe Centrale.

Cette arrestation arbitraire prouve l'étroite entente des polices à la solde du capitalisme. La grande saignée mondiale a détruit l'internationalisme des peuples, mais fortifié singulièrement celui des polices contre-révolutionnaires.

La peur du communisme est si grande dans les sphères gouvernementales d'Europe, que l'on multiplie partout les tracasseries et les persécutions contre nos militants. En arrêtant notre ami Zalewski, la Tchéco-Slovaquie a prouvé qu'elle est aussi réactionnaire que la France victorieuse et la Suisse démocratique.

(„Humanité", du 25 Mai)

Roumanie.

Une seconde Hongrie.

Depuis l'arrestation de tout le Congrès qui avait voté à une formidable majorité l'adhésion à la III^e Internationale de Moscou, un véritable système de terreur blanche sévit dans ce malheureux pays qui a triplé sa population depuis le stupide traité de Versailles. On emprisonne, on torture, on tue au hasard.

La férocité gouvernementale ne connaît pas de limite. Tout un Parti est mis hors la loi. La Roumanie qui prétend être un pays civilisé et qui, avec la complicité humanitaire de Wilson, s'était approprié des millions d'Hongrois, de Russes, de Juifs, etc. etc. ne connaît ni loi, ni foi. Elle agit comme une horde de sauvages. Pas de liberté! Pas de respect pour la dignité humaine. Le loi qui valait avant la guerre un franc ne vaut que 20 centimes. La misère est immense. Le pays est livré aux voleurs et aux assassins. Et pour étouffer toute protestation honnête, on persécute la classe ouvrière et le Parti Socialiste.

(„Humanité", du 25 mai).

EN RUSSIE.

A la date du 1er avril 1921 il existait dans la République soviétique 59 facultés ouvrières, avec 25.400 auditeurs. Outre Moscou, ces facultés se rencontrent à Smolensk, Tambov, Perm, Kazan, Samara, Tomsk, Oufa, Omsk, Vladicaucase, etc. La proportion des auditeurs communistes est de 13 %, elle des sans-parti de 81.

Dans le district d'Ardatov, province de Simbirsk, il existe 102 écoles d'adultes avec 2.700 élèves hommes et 600 femmes. Le district possède aussi 75 cercles d'éducation générale donnant des spectacles et de conférences sur des sujets scientifiques et politiques.

Dans la province de Riazan 40.000 illettrés ont terminé leur instruction. Les études arrêtées provisoirement par suite des travaux des champs seront reprises et développées ensuite.

A Koursk a commencé la semaine de l'instruction publique. Des meetings, conférences, concerts ont lieu à travers la ville et recueillent le plus grand succès. On a commencé le transport des enfants de la ville dans les anciennes villas et dans les anciens domaines. L'Institut Agronomique récemment inauguré a été doté de champ d'expérience avec jardin, fermes, orangeries, laboratoire, bibliothèque et ateliers. Dans toute la province on répartit à travers les cours professionnels les adolescents de 14 à 19 ans qui ont été retirés des entreprises.

Dans la province de l'Altai il a été organisé 55 maisons du paysan destinées aux paysans venant à la ville. Ils y trouvent des repaïs et des lectures appropriées avec exposition agronomique, etc. Chacune de ces maisons a organisé dans le dernier mois une dizaine de conférences d'éducation générale.

—A Dietskoe Solo près de Pétrograd

une grande station de T. S. F. est en construction qui sera prête pour le début d'août. Elle pourra communiquer avec la France et l'Italie et sera reliée à Moscou par un appareil Hughes. Toutes les pièces nécessaires ont été fabriquées par les ouvriers de Pétrograd.

—A Pétrograd est arrivée de Crimée le célèbre écrivain Dorochevitch.

—Le 31 mai au soir est parti du port de commerce de Pétrograd le vapeur Alexandre Polden. Il va à Yarmouth pour y prendre des marchandises à destination de Pétrograd.

—Plusieurs vapeurs portant du cuivre sont partis de Trieste pour Pétrograd.

—A Pétrograd la section du commerce extérieur a reçu d'un groupe d'étrangers une proposition d'après laquelle une partie du port de commerce de Pétrograd leur serait remise pour organiser des docks pour les marchandises étrangères. Ce groupe désirerait s'assurer la vente sur place de ces marchandises. La proposition est à l'examen.

Des rapports pour les délégués du Congrès.

Aujourd'hui, samedi le 4 juin, à 1 heure d'après midi, le cam. Stouchka, membre du Collège du Commissariat du Peuple pour la Justice, présentera un rapport en langue allemande sur: "La structure du Pouvoir des Soviets et le droit soviétique". Le rapport sera lu à l'hôtel "Continental".

Le plan du rapport est le suivant:

1. La révolution russe a, la première, révélé au prolétariat mondial le véritable rôle révolutionnaire de la lutte des classes. La dictature prolétarienne telle que l'avaient préconisée Marx et Engels et telle que la Commune de Paris l'a réalisée en 1871, a trouvé une forme appropriée dans les Soviets tels qu'ils ont surgi en Russie pendant les révolutions de 1905 et de 1917. Le droit bourgeois a été renversé par la révolution de novembre 1917 qui en a créé un nouveau. Le droit porte toujours l'empreinte d'une classe. Le Droit comme arme dans la lutte Sociale. La conception du Droit et son origine. Le concept social. Les intérêts de classe. Le pouvoir organisé de la classe dirigeante et son influence sur le régime du Droit révolutionnaire et droit contre-révolutionnaire. La forme du droit. La Loi et le Droit. Le rôle passager du Droit. L'abatardissement du Droit simultanément avec celui de l'Etat, et avec la croissance de l'antagonisme des classes. La nouvelle société.

2. L'Etat comme pouvoir organisé de la classe dirigeante. L'Etat et la société. La dictature du prolétariat: une nouvelle forme de l'Etat comme pendant à la forme démocratique. Les précurseurs historiques de la constitution soviétique: Révolution bourgeoise et révolution prolétarienne. La constitution soviétique. Ce que c'est qu'une "constitution". Constitution écrite et constitution orale. Constitution bourgeoise et constitution soviétique. La déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et la déclaration du droit des Travailleurs de 1918. Les droits des citoyens et les droits des travailleurs. Edification du pouvoir des Soviets. Pouvoir central et pouvoir local. Bureaucratisme et démocratie prolétarienne. Suffrage bourgeois et suffrage prolétarien. Le cens de la propriété et le cens du travail. Les droits de ceux qui ont tout et de ceux qui n'ont rien. Budget bourgeois et économie prolétarienne. Capitalisme d'Etat et communisme. Anéantissement progressif de l'Etat et des différences de classes.

Le 6 juin sera présenté par le chef des Services de la Préparation militaire, Petrovsky, un rapport sur l'organisation militaire de la R. S. F. S. R.

Le 9 juin le cam. Lounatcharsky, Commissaire du Peuple pour l'Instruction Publique, fera une conférence sur l'Instruction Publique soviétique.

Après chaque conférence seront organisées des excursions qui permettront aux délégués de se rendre compte de visu de tout ce qui leur aura été rapporté.

Chez les Blancs.

Au Congrès monarchiste qui s'est ouvert le 30 mai à Reichenhalle pour la "résurrection économique de la Russie", figurent entre autres Skoropadski, Lissovski, Chirinski et le Baron Taube. Le président est Kroupenski.

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD

Imprimerie de la III^e Internationale.